

Les USA ont entrepris de raser le Vietnam

DEVELOPPER LA CONTRE-ESCALADE!

Le général Westmoreland, commandant en chef de l'état-major américain au Vietnam a eu le rare privilège de s'adresser en personne au Congrès, à Washington, le 29 avril. Certains sénateurs américains, dont Bol Kennedy ont déploré qu'un militaire se mêle si ouvertement des affaires politiques. A l'envers de la médaille, le relief est encore plus net : qu'un politicien, en l'occurrence le président Johnson ait à ce point besoin d'un appui direct et bruyant de la part de ses forces armées.

La tournée de son vice-président Humphrey, en Europe, début avril s'est soldée par un fiasco. Le bruit des slogans hostiles à l'agression américaine au Vietnam a couvert celui des timides déclarations gouvernementales sur les bienfaits de la collaboration avec les U.S.A. Le 16 avril, à New York et San Francisco, 500.000 manifestants ont répondu à l'appel du Comité de Mobilisation du Printemps pour protester leur opposition à la guerre au Vietnam avec des mots d'ordres aussi clairs que : Retrait immédiat des troupes ! (Bring the troops home now !) Lyndon B. Johnson a d'autant moins supporté le choc du désaveu de l'opinion que sur le terrain il essayait des revers assez inquiétants.

Cela fait deux mois que le général Westmoreland déclenchait au sud la plus vaste opération de la guerre (la troisième opération-nettoyage menée par l'infanterie pour acculer le Vietcong), l'opération Junction City. Elle devait, assurait-il, sinon permettre d'éclatants succès dans l'immédiat, être « rentable » du moins dans quelques mois. Jusqu'à présent l'opération n'a pas « rapporté » du point de vue militaire. Ce sont au contraire les troupes du F.N.L. qui, depuis un mois (début avril) ont pris l'initiative. Passant d'offensive en offensive, elles ont créé une situation d'insécurité autour des bases américaines, dans les provinces septentrionales : le 4 avril, c'est l'attaque des postes de police de Cholon, le 8 avril « l'occupation » de Quang-Tri (capitale provinciale de 12.000 habitants, située au sud du 17^e parallèle). Jamais le F.N.L. n'avait pris d'assaut une ville aussi importante. A Quang-Tri, 1.200 à 1.500 de ses hommes ont mis en fuite les lieutenants de l'armée gouvernementale et libéré les prisonniers Vietcong. Le 13 avril, les guerrilleros font sauter le pont reliant Hué à Da-Nang ; ce qui provoque deux jours durant l'interruption du ravitaillement des marines à Phu Bai et dans les deux provinces les plus au nord. Depuis, au nord de Da-Nang pèse constamment la menace d'offensives en règle du F.N.L.

Johnson s'efforce de démontrer le succès de sa politique par le soutien des militaires, il ne fait que démontrer l'inexistence de sa politique en dehors de son aspect militaire. On ne peut certes s'étonner que le général Westmoreland approuve cette orientation.

COMMENT WESTMORELAND COMPTE GAGNER LA GUERRE

Le chef de l'état-major américain au Vietnam s'est déplacé devant le Congrès avec deux objectifs liés entre eux.

Sa venue à Washington a été précédée de l'aggravation de l'escalade au Nord — bombardement de Haïphong et de bases de Mig.

Il avait déjà déclaré son intention de « saigner à blanc » le Vietnam. Avec l'intensification de l'escalade, il cherchait à présenter à l'opinion américaine un avenir encourageant, difficile à envisager au Sud. « Etant donné la nature de l'ennemi, il me semble que la stratégie que nous suivons est la bonne et qu'elle produit des résultats... »

Pour mesurer ces résultats, le général n'a pu que dresser l'inventaire des moyens militaires mis en œuvre (leur accroissement, certes, est constant ; les U.S.A. en sont aujourd'hui au point de dépenser 3 milliards de dollars pour payer leur guerre). Les renforts qu'il est venu obtenir de Washington vont cependant à l'encontre de ce prétendu optimisme. On ne peut à la fois soutenir que les troupes du F.N.L. sont décimées et complètement démoralisées et réclamer de 50.000 à 200.000 GIs de plus pour les combattre, contrairement à ce qui était antérieurement prévu (dans les provinces septentrionales, les bases auraient dû permettre aux troupes gouvernementales de « pacifier » la région, tout en permettant l'offensive de l'infanterie GI dans le Sud. Or, il a fallu de toute urgence dé-

garnir ces provinces du Sud pour porter secours aux bases du Nord que les commandos vietcong empêchaient de « fonctionner »).

Le général Westmoreland a pu difficilement se présenter en stratège triomphant et rallier derrière lui une opinion à nouveau confiante. Il a même dû en rabattre sur le plan politique. Son discours au Congrès a été soigneusement modéré (après trois relectures des officiels de la Maison Blanche) par rapport à ses premières déclarations où des opposants de la politique américaine au Vietnam étaient présentés comme des traitres à la patrie. Immédiatement, les réactions aux U.S.A. ont été de dénoncer ce climat maccarthyste. Le président Johnson a dû déclarer que, certes, dans n'importe quel pays démocratique, n'importe quelle politique ne pourrait que susciter « certaines divergences ».

Cependant, le général Westmoreland a remporté un grand succès lors de sa campagne de Washington ; il s'est défini comme l'atout majeur du président Johnson dans sa politique au Vietnam.

CONTRE-ESCALADE MAINTENANT !

Haïphong a été pilonnée trois jours de suite : la partie ouest de la ville, la zone industrielle a été rasée ; les deux centrales électriques ont été détruites à 80 % (elles se trouvent dans la zone habitée), la cimenterie (l'une des plus importantes d'Asie, située à 2 km du centre de Haïphong) anéantie. Plus de 200 civils ont été tués ou blessés.

Pour la première fois, deux bases de stationnement des Mig ont été bombardées : le Pentagone a déclaré dans les heures qui ont suivi les raids de Kep et Hoa Lac que Hanoi faisait déjà réparer et entretenir des Mig en Chine, à Meng-Tsu (360 km au nord de Hanoi). Or, McNamara avait « expliqué » dans une conférence de presse pourquoi les bases de Mig ne pourraient être des cibles : cela les entraînerait à se réfugier en Chine où il serait alors inévitable de les pourchasser.

Dans la poursuite de la guerre, la seule ressource de l'état-major américain, incapable de modifier le rapport de force au Sud, est l'intensification de l'escalade au Nord avec de plus en plus la menace de l'élargissement du conflit.

Les chefs du Pentagone et de la Maison Blanche avancent dans cette voie avec prudence. Ils évitent de brusquer Moscou et s'efforcent de lui laisser garder son calme. A la conférence de Karlovy Vary, les partis communistes européens réunis au moment même d'un degré important de l'escalade était franchi ont semblé dominer leurs réactions avec beaucoup d'aisance, ce que la presse unanimement a remarqué. Fort de ce sondage, l'état-major américain amène plus loin l'escalade Radio-Pékin a annoncé que le 2 mai des avions américains ont bombardé leur sol, à 32 km de la frontière nord-vietnamienne. Ce fait, qui n'a pas été reconnu par les Américains, est un sondage de plus.

Plus que jamais nous devons organiser dans le monde la contre-escalade qui doit faire reculer l'impérialisme américain !

Malgré les manœuvres et les embûches

LE TRIBUNAL SIÈGE

La tenue à Stockholm de la première session du Tribunal international contre les crimes de guerre américains, à peu près à la date prévue, est un succès important pour les forces qui luttent contre l'agression impérialiste au Vietnam. On peut dire qu'une Sainte Alliance a conjugué ses efforts pour empêcher le Tribunal de siéger : les mobiles étaient différents, mais le but était identique. Les U.S.A. ont fait d'énormes pressions sur divers gouvernements européens pour qu'ils interdisent chez eux les séances du Tribunal. On a de bonnes raisons de croire qu'Humphrey a parlé net à ses interlocuteurs. Le général de Gaulle est pour « la Paix au Vietnam » mais cela ne va pas jusqu'à prendre le risque de se fâcher sérieusement avec le grand allié atlantique ou avec les petits alliés giscardiens ou lecanuétistes dont les voix seront précieuses dans les votes à venir...

Quant à la direction soviétique post-khrouchtchevienne, et à sa fidèle ombre française, le Tribunal leur paraissait doublement importun : d'abord il y siégeait des gens éminemment douteux, comme Schwartz, Deutscher, Dedijer, etc., qui n'ont pas vis-à-vis de l'U.R.S.S. et des P.C. l'attitude respectueuse façonnée par un long passé de servilité ; ensuite, si le Tribunal arrive à faire la preuve des

crimes de guerre américains et de leur volonté de génocide ; si le retentissement mondial des audiences est grand, la recherche d'un « compromis acceptable par les deux parties » sera plus difficile à imposer aux Vietnamiens.

Tandis que la République démocratique du Vietnam soutient sans réserve le Tribunal, et marque son appui en recevant de façon chaleureuse six commissions d'enquête, et en faisant participer aux travaux plusieurs témoins, le P.C.F. chipote et fait montre d'un embarras notoire. *L'Humanité* est beaucoup plus discrète sur le Tribunal que sur un accident de voiture un peu spectaculaire, et les accents vengeurs qu'elle a su trouver pour stigmatiser la carence du pouvoir face à la marée noire — scandale réel mais mineur — ont fait place à un pesant silence quand le même gouvernement a interdit la tenue à Paris du Tribunal.

Le fait dominant demeure que la première session s'est tenue, et que le Vietnam vient encore de remporter une victoire contre ceux qui voulaient étouffer sa voix ou la dénaturer. Tous les révolutionnaires auront à cœur de faire connaître les travaux du Tribunal dans les plus larges masses.

L. COUTURIER.

Le Comité Vietnam national propose 100.000 personnes à Paris pour la victoire des Vietnamiens

La proposition d'un rassemblement de 100.000 personnes à Paris a été lancée par le Comité Vietnam national au terme des travaux de sa première conférence nationale où il s'est donné une structure et une direction démocratiques, aboutissement de son premier essor — marqué en particulier par la série des Six heures pour le Vietnam, dans toute une série de villes de France — et gage de ses nouveaux développements. D'ores et déjà, il est clair que le C.V.N. est devenu le principal centre

et rassemblement de lutte pour le Vietnam, tous les révolutionnaires doivent lui apporter leur soutien et leur aide, participer à son action, créer des comités Vietnam locaux, là où ils n'existent pas encore, et élever la lutte pour le Vietnam, contre l'impérialisme — l'américain, exécutant, et le nôtre, P(once) P(ilate) respectueux du droit des Etats à massacrer — au niveau encore jamais atteint exigé par l'horreur de la guerre génocide contre-révolutionnaire dont l'issue réglera aussi notre sort.

Une nouvelle brochure vient de paraître :
LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS FACE AU GAULLISME
Résolution du 19^e Congrès du Parti Communiste Internationaliste
(Section française de la IV^e Internationale)

17 MAI

Les centrales syndicales ont lancé des appels à une grève générale le 17 mai contre le projet du régime gaulliste de fonctionner par ordonnances sur des questions vitales pour la classe ouvrière.

Nous saluons le rapprochement plus grand entre syndicats qui a permis d'aboutir à cette décision.

Le 17 mai doit être une journée de grève générale totale et de manifestations monstres dans les rues.

Mais il ne doit pas être que cela. Le régime gaulliste ne cédera pas plus à un simple arrêt de travail de

24 heures qu'il n'est disposé à tenir compte du suffrage universel. Seul un mouvement de masse impétueux, irrésistible pourra balayer de Gaulle et tous ses godillots.

Le 17 mai devrait être le point de départ d'une mobilisation de plus en plus intense des travailleurs, pas seulement pour barrer la route à telle ou telle mesure partielle, mais pour chasser un pouvoir qui s'est installé grâce à un coup d'Etat militaire, où sévit l'arbitraire le plus complet, et qui, derrière des apparences libérales là où il ne

s'agit pour lui que de prononcer des mots sans conséquence, retire chaque jour de façon insidieuse un morceau des droits démocratiques les plus élémentaires.

Le 17 mai devrait être le début d'une lutte ouvrière allant crescendo associant toutes les couches laborieuses de la population, et qui, se basant sur un programme anticapitaliste, renverserait le régime du 13 mai pour lui substituer un gouvernement des travailleurs, un gouvernement qui commencerait la construction d'une société socialiste

DEUX RESOLUTIONS DU P.C.I. Pour Régis Debray

Le Comité central du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) dénonce les méthodes de violence employées par le P.C.F. contre le meeting convoqué à Paris par le Mouvement communiste français pour soutenir le peuple vietnamien, opération survenant après de semblables violences perpétrées à Rouen contre un meeting de « Voix Ouvrière ». En contradiction avec les propos du P.C.F. sur la nécessaire pluralité des partis et courants de pensée, dans le même temps où ce parti tend la main à l'opposition bourgeoise, de telles méthodes manifestent la continuité du comportement stalinien destructeur du mouvement ouvrier.

Contre les violences staliniennes

Le Comité central du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) proteste violemment contre l'arrestation du journaliste français Régis Debray par les autorités boliviennes et sa traduction devant une cour martiale. L'immixtion des autorités des Etats-Unis dans cette affaire ajoute à son caractère scandaleux de machination contre-révolutionnaire envers un homme auquel on ne peut reprocher que des opinions favorables aux révolutionnaires boliviens.